

COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE CONSEIL ET D'AUDIT

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

36, Avenue Hoche – 75008 PARIS – Tél. : 01.49.53.91.26 – Mail : cfca@cfca-audit.fr

Association FEDERATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS

17, Passage de la Main d'Or
75011 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Aux membres de l'Association Fédération Internationale pour les Droits Humains,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Bureau International, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **Fédération Internationale pour les Droits Humains** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Le rattachement des subventions à l'exercice :

La note 4.1. de l'annexe décrit le principe de rattachement des subventions au résultat de l'exercice.

Nous avons examiné le bien fondé des méthodes retenues et nous nous sommes assurés que l'annexe fournisse une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance du rapport de gestion et des documents à caractère financier remis aux membres pour l'Assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau Exécutif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ✓ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 23 Juin 2025

Compagnie Fiduciaire de Conseil et d'Audit "C. F. C. A."

Commissaire aux Comptes

L'Associé Responsable,



Philippe REVIAL

ACTIF

Etat exprimé en euros

	31/12/2024 Brut	Amort. Provisions	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	218 014	186 970	31 044	11 955
Logiciels	218 014	186 970	31 044	11 955
Immobilisations corporelles	1 301 470	1 277 155	24 315	27 369
Terrain	94 518	94 518	-	-
Construction	414 779	413 806	974	974
Installations techniques, matériel et outillage industriel	792 173	768 831	23 342	26 395
Immobilisations financières	53 673	-	53 673	46 408
Participations et créances rattachées	3 000	-	3 000	3 000
Autres	50 673	-	50 673	43 408
TOTAL I	1 573 157	1 464 125	109 032	85 732
Actif circulant				
Créances	24 736 211	-	24 736 211	32 473 258
Créances liquides et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres créances	24 736 211	-	24 736 211	32 473 258
Valeurs mobilières de placement	3 135 032	-	3 135 032	131 104
Disponibilités	1 686 059	-	1 686 059	1 450 070
Charges constatées d'avance	79 079	-	79 079	95 336
TOTAL II	29 636 381	-	29 636 381	34 149 768
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III)	31 209 538	1 464 125	29 745 413	34 235 500



PASSIF

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Réserves autres	577 546	1 157 655
Excédent ou déficit de la période	69 671	- 580 108
TOTAL I	647 217	577 547
Fonds reportés et dédiés		
TOTAL II	-	-
Provisions		
Provisions pour risques	6 202	-
Provisions pour charges	-	-
TOTAL III	6 202	-
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	89	89
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	202 842	165 569
Dettes fiscales et sociales	736 509	642 732
Autres dettes	12 519 149	16 248 905
Produits constatés d'avance	15 633 405	16 600 658
TOTAL IV	29 091 994	33 657 953
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	29 745 413	34 235 500



COMPTES DE RÉSULTAT

Etat exprimé en euros

	2024	2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	64 848	26 555
Produits de tiers financeurs	8 647 044	7 334 042
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-
Ressources liées à la générosité du public	313 383	202 642
Dons manuels	313 383	202 642
Contributions financières	8 333 661	7 131 400
Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	645 724	618 947
Autres produits	18 264	3 500
TOTAL I	9 375 880	7 983 044
Charges d'exploitation	9 324 754	8 631 251
Achats de marchandises	47 690	62 451
Autres achats & charges externes	4 919 786	4 982 244
Impôts, taxes et versements assimilés	305 108	274 511
Salaires & traitements	2 698 400	2 252 690
Charges sociales	1 163 267	952 291
Dotations aux amortissements	82 689	14 039
Dotations aux provisions	-	-
Autres charges	107 814	93 025
TOTAL II	9 324 754	8 631 251
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	51 126	- 648 207
Produits financiers		
D'autres valeurs mobilières	54 132	3 722
Reprise sur provision	-	7 900
Différence positive de change	3 940	20 529
TOTAL III	58 072	32 151
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	17 985	16 605
Différence négative de change	15 340	24 647
TOTAL IV	33 325	41 252
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	24 747	- 9 101
RESULTAT COURANT (I - II + III - IV)	75 873	- 657 308
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	-	39 822
Reprise sur provisions	-	36 091
TOTAL V	-	75 913
Charges exceptionnelles		
Sur opération de gestion	-	1 287
Dotations aux provisions	6 202	-
TOTAL VI	6 202	- 1 287
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 6 202	77 200
Total des produits (I + III + V)	9 433 952	8 091 108
Total des charges (II + IV + VI)	9 364 281	8 671 216
EXCEDENT OU DEFICIT	69 671	- 580 108
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	-	250 674
Bénévolat	-	-
TOTAL	-	250 674
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	-	250 674
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	-	250 674



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Les notes ou tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le total du bilan s'élève à 29.745.413 euros. Le compte de résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 69.671 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

L'exercice précédent avait une durée identique, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

1. Présentation de la FIDH et faits marquant de l'exercice

1.1. Présentation

La FIDH (Fédération Internationale pour les Droits humains) est une ONG internationale de défense des droits humains. Depuis 1922, elle est engagée dans la défense de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Nous fédérons 192 associations nationales de défense des droits humains actives dans 117 pays. Avec elles, la FIDH mène des activités de documentation, de plaidoyer, et de renforcement des capacités et d'appui à la société civile ainsi que des actions judiciaires.

1.2. Faits marquant de l'exercice

Néant



2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes, normes et méthodes comptables définis par le PCG conformément aux règlements ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 modifié du collège de l'Autorité des Normes Comptables.

La présentation des résultats issus de la comptabilité, et les techniques d'informations se fondent sur des principes comptables dont le respect du principe de prudence est un des éléments de la sincérité des comptes et dont découlent l'évaluation des éléments du bilan et la détermination du résultat de chaque exercice :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- principe de rattachement des charges et des produits par exercice.

Les principales règles et méthodes comptables retenues sont exposées au cours des différentes notes qui suivent sur les comptes annuels, se rapportant chacune à un poste spécifique du bilan et du compte de résultat. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les états financiers sont présentés en euros.

2.2. Evénement postérieur à la clôture

Information relative à la guerre en Ukraine

Cet événement est susceptible de peser sur les financements de la FIDH dans la mesure où certains bailleurs pourraient momentanément reporter leurs financements vers une assistance à la résolution de ce dernier.

Toutefois, à ce jour, la FIDH n'a pas connaissance d'un tel événement qui serait de nature à remettre en cause la continuité d'exploitation de l'association.

3. Notes sur le bilan

3.1. Actif immobilisé

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation. Les immobilisations acquises sur fonds propres font l'objet d'amortissements calculés sur le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilité estimée.

Par exception :

- les immobilisations situées au siège de la FIDH et dont l'achat est financé par les bailleurs sont amorties en totalité l'année de leur acquisition ;



- les immobilisations situées sur les missions et dont l'achat est financé par les bailleurs sont comptabilisées directement dans les comptes de charges des missions.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées par voie de provision lorsque leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur nominale.

Immobilisations brutes

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles	198.300	19.714	-	218.014
Immobilisations corporelles	1.273.750	70.890	43.169	1.301.470
Immobilisations financières	46.408	7.265	-	53.673
TOTAL	1.518.458	6.359	1.875	1.573.157

Amortissements

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles	186.345	625	-	186.970
Immobilisations corporelles	1.246.381	72.917	42.142	1.277.155
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	1.432.726	73.542	42.142	1.464.125

3.2. Créances et dettes

Elles sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est, le cas échéant, constituée pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

Les créances et dettes en devises, hors subvention¹, sont converties en euros sur la base du cours moyen mensuel publié par l'UE. Les écarts éventuels à la clôture sont comptabilisés en écart de conversion et les pertes latentes sont provisionnées.

Etat des créances

	Montant brut	A 1 an	> 1 an
Cotisations Liges	-	-	-
Subventions à recevoir	24.260.375	9.896.509	14.363.866
Autres actifs circulants & charges d'avance	475.836	475.836	-
TOTAL	24.736.211	10.372.345	14.363.766

Au cours de l'exercice, la FIDH s'est dotée d'un nouvel outil de traitement des cotisations. Il en résulte qu'elle ne procède plus à des appels de cotisations annuels auprès de ses membres. Conformément à l'article 142-1 du Règlement ANC 2018-06, la FIDH comptabilisera dorénavant les cotisations lors de leur encaissement.

¹ cf. 3.7 Couverture de change



Etat des dettes

	Total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Etablissements de crédit	89	89		
Fournisseurs	202.842	202.842		
Dettes fiscales & sociales	736.509	736.509		
Autres dettes	12.519.149	5.072.967	7.446.182	
Produits constatés d'avance	15.633.405	8.354.349	7.279.056	
TOTAL	29.091.994	14.366.755	14.725.238	

3.3. Fonds propres

	Ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Clôture
Réserves	1.157.655	(580.108)			577.546
Résultat de l'exercice	(580.108)		69.671	(580.108)	69.671
TOTAL	577.547	(580.108)	69.671	(580.108)	647.217

3.4. Provisions

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que l'association devra supporter.

3.5. Valeurs mobilières de placement

A la clôture, elles sont exclusivement composées d'un compte sur livret.

3.6. Comptes de régularisation :Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à 79.079 euros contre 95.336 euros au 31 décembre 2023.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à 15.633.405 euros. Ils correspondent à des subventions reçues ou à recevoir avant le 31 décembre 2024 et non encore utilisées.

3.7. Couvertures de change :

La FIDH a recours à des couvertures de change concernant les principaux financements obtenus en devises (USD, NOK et SEK).

Ces contrats de couvertures sont conclus par contrat de subvention et sont considérés comptablement comme des couverture parfaite (date et montant). En conséquence, la créance en

euros est enregistrée au cours de couverture de la devise concernée et la FIDH ne constate pas d'écart de change sur ces contrats.

4. Notes sur le compte de résultat

4.1 Subventions :

Les subventions regroupent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds auprès d'institutions publiques et privées.

La comptabilisation de ces produits dans le compte de résultat est faite en fonction de l'avancement des projets subventionnés et conformément aux engagements contractuels des bailleurs (dates d'éligibilité des dépenses, budget alloué, et nature des charges financées).

Le suivi de l'avancement est réalisé par le biais de la comptabilité analytique qui permet de connaître précisément les dépenses et les engagements par projet, comparée au budget contractuel.

La méthode retenue par la FIDH se traduit dans la présentation des états financiers de l'Association de la façon suivante :

- Au compte de résultat : les dépenses engagées pour les missions figurent en charges et se reflètent à l'identique dans les produits ce qui aboutit à une absence d'impact sur le résultat de l'exercice, puisqu'il s'agit de dépenses engagées sur les missions et qui sont financées intégralement par les bailleurs de fonds. Les produits relatifs aux charges de fonctionnement sont enregistrés en fonction des besoins de la FIDH sur l'exercice et en accord avec les conditions de financement contractuelles.
- Au bilan : les subventions à recevoir des bailleurs fonds sont constatées en créances dès la signature du contrat. Le poste « produits constatés d'avance » au passif constate la quote-part des produits relatifs aux missions non encore réalisées et aux produits futurs, conformément à la durée des contrats.

Dons

Ils correspondent aux versements des donateurs de la FIDH et aux dons perçus de la SICAV Liberté et solidarité pour un montant de 313.383 euros.

Cotisations :

La FIDH comptabilise les cotisations de ses membres à leur encaissement.

Transferts de charge d'exploitation :

Ils correspondent à la partie des frais de fonctionnement couverte par les contributions financières.

4.2 Résultat financier :

Il traduit principalement les impacts de change liés aux dépenses de l'exercice, les produits en devises étant couverts.

4.3 Prestations en nature :

En 2024, la FIDH a bénéficié de prestations en matière de droit (avocat), d'interprétariat, de chargés de mission et d'animation à titre gracieux. Elle a également bénéficié, dans le cadre de mécénat d'entreprises, de prestations en matières informatique et de communication.

5. Autres informations

5.1. Effectifs

En 2024 l'effectif salarié de l'association s'est élevé à 57 (en équivalent temps plein), dont 7 CDD.

5.2. Rémunération

Au titre de 2024, les rémunérations et avantages en nature perçus par les 3 plus hauts cadre dirigeants bénévoles et salariés se sont élevés à 222.900 euros.

5.3. Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant TTC des honoraires du Commissaire aux comptes figurant en charges de l'exercice s'élève à 13,2K euros, dont 2,4K euros au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

5.4. Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'association ont été comptabilisés en résultat exceptionnel.

5.5. Valorisation du siège social de la FIDH

La FIDH est propriétaire de locaux à usage de bureaux qu'elle occupe au 17 passage de la main d'or à Paris (11ème). Ces biens avaient fait l'objet d'une donation au profit de la FIDH en 1995.

La FIDH a souhaité obtenir une évaluation de ces derniers qui a été réalisée par BNP Real Estate en mars 2023 et qui aboutit à une valeur de l'ordre de 2,5M€.

6. Engagements et opérations non inscrites au bilan

6.1. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite

L'association ne provisionne pas dans ses comptes les indemnités de fin de carrière ou complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée durant l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Les droits acquis par l'ensemble du personnel en matière d'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite n'ont pas fait l'objet d'une évaluation ni d'une provision, le personnel de l'association étant jeune et d'embauche récente.

6.2. Autres engagements donnés ou reçus

A l'exception des engagements de moyens donnés par la FIDH et reçus de la part de nos bailleurs de fonds pour l'exécution et le financement de certains programmes ou missions faisant l'objet d'un financement affecté particulier, la FIDH n'a donné, ni reçu aucun engagement : toutes les sommes reçues dans le cadre de son activité le sont toujours sous forme d'inconditionnalité.

7. Etats de suivi des subventions

7.1. Produits

Bailleur	Subventions à utiliser ⁽¹⁾	Montant des subventions utilisés en 2024	Subventions restant à utiliser au 31/12/24 ⁽²⁾
AFD	7 059 654	3 047 681	4 011 973
AMBASSADE Allemagne	16 409	16 409	-
BFTW	479 986	162 879	317 107
COMMISSION EUROPEENNE	12 016 135	2 983 798	9 032 337
DIVERS	171 264	119 287	51 977
Fondation de France	249 999	72 762	177 237
FIDDH	27 000	27 000	-
IRISH AID	888 937	268 674	620 263
LAUDES	150 480	150 480	-
MAIRIE DE PARIS	35 000	35 000	-
NDI GUINEE	132 727	131 276	1 451
NED	64 496	64 496	-
OAK FONDATION	1 350 000	169 539	1 180 461
OSF	368 315	127 716	240 599
SIDA	956 663	956 663	-
Total	23 967 065	8 333 660	15 633 405

⁽¹⁾ Subventions restant à utiliser à la clôture 2023 augmentées des contrats signés en 2024

⁽²⁾ Déductions faites des fonds non utilisés à rembourser



7.2. Créances

Bailleur	Créances à recevoir au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Créances à recevoir au 31/12/2024
AFD	1 890 809	4 578 222	4 933 798	1 535 233
BFTW	539 923	-	152 847	387 076
COMMISSION EUROPEENNE	28 064 940	21 123 772	28 300 686	20 888 026
CFDT	8 000		8 000	-
COORDINATION SUD	6 600		6 600	-
EED	21 000	90 559	95 318	16 241
FIDH	63 000	9 000		72 000
FONDATION DE France	30 000	240 000	245 000	25 000
FONDATION DELMARES HAMOUD	15 000	50 000	50 000	15 000
FONDATION NICOLAS PUECH	40 000		40 000	-
FREEDOM HOUSE	15 542		15 542	-
IAPB	13 957		13 957	-
IRISH AID	-	750 000	250 000	500 000
FONDATION ANONYME	30 802		30 802	-
OAK FOUNDATION	-	1 350 940	750 932	600 008
OCDE BRESIL	5 940		5 940	-
OSF	460 132	248 783	487 125	221 790
PADF NICARAGUA	-			-
SIDA	943 157		943 157	-
DIVERS	-		-	-
Total	32 148 803	28 441 275	36 329 704	24 260 374

